

Élections présidentielles :

**Il faut tout mettre en œuvre pour chasser Sarkozy
(et battre Le Pen, Bayrou, et tous les candidats des partis bourgeois)**

Les élections présidentielles, des élections profondément antidémocratiques

Les 22 avril et 6 mai auront lieu les élections présidentielles. L'élection du président de la République au suffrage universel est une pièce maîtresse des institutions de la V^e République. Elle consiste à proposer au « peuple » de choisir une fois tous les cinq ans son « sauveur » doté d'immenses pouvoirs, pouvoirs d'autant plus immenses que la réforme des institutions adoptée par référendum à l'initiative du gouvernement Jospin-Gayssot-« gauche plurielle » – qui fait suivre immédiatement les présidentielles des législatives – accentue le caractère subordonné du Parlement au Président. C'est dire que tout parti, toute organisation se réclamant du mouvement ouvrier ou même simplement de la défense des libertés démocratiques devrait commencer par mettre à son programme : A bas l'élection du président de la République au suffrage universel ! A bas la constitution (bonapartiste) de la V^e République !

Cinq années de gouvernement Sarkozy-Fillon

Ces élections interviennent après cinq années de gouvernement Sarkozy-Fillon, soutenu sans faille par la majorité de députés UMP. Elles succédaient à cinq ans de gouvernements Chirac, lesquels avaient infligé de dures défaites au prolétariat (notamment le passage à 40 annuités pour les fonctionnaires en 2003) avant de trébucher sur la tentative d'instaurer le CPE. Avec l'accès de Sarkozy à la présidence, jamais depuis Pétain le prolétariat et la jeunesse n'avaient subi une telle grêle de coups : liquidation des régimes spéciaux des retraites préparant l'offensive générale contre les retraites de tous (avec notamment le passage à 62 ans de l'âge légal et à 67 ans pour la retraite à taux plein), violente attaque contre l'Hôpital public avec la loi HPST, attaques contre le financement de la Sécurité sociale, liquidation de la définition légale du temps de travail via les « accords compétitivité emploi ». La Fonction publique n'a cessé d'être dans le collimateur : suppression de 150 000 postes de fonctionnaires depuis 2007 et entreprise méthodique de destruction du statut de la Fonction publique (RGPP, loi mobilité, loi dite « contre la précarité » dans la FP pour permettre le recrutement en contrat de droit privé, etc.).

La jeunesse et dans le même mouvement le corps enseignant ont été particulièrement sous le feu de cette offensive : d'abord avec la LRU (Loi relative aux libertés et aux responsabilités des universités) complétée par les attaques contre le statut des enseignants du supérieur et pour mettre la recherche publique sous la coupe du patronat. Toutes les contre-réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche obéissent à la même logique : concurrence à tous les niveaux et asphyxie des formations jugées « non rentables », transformation des universités en entreprises dont les présidents doivent être de véritables patrons. Elles préparent ce qui doit en constituer l'achèvement : la privatisation des universités, la pulvérisation des diplômes nationaux, le financement des études supérieures par les étudiants eux-mêmes, qui auraient pour conséquence l'expulsion de l'université des étudiants d'origine modeste.

Mais c'est à tous les niveaux de l'enseignement public que les attaques ont été portées : diminution massive des heures d'enseignement en primaire, au collège, en lycée ; liquidation de l'enseignement technique et professionnel public et financement à caisses ouvertes de l'apprentissage patronal ; tout cela agrémenté d'attaques contre la qualification du corps enseignant (liquidation de toute formation des professeurs) et contre le statut pour le mettre au pas, en particulier via le projet de décret sur l'évaluation des enseignants.

Une des facettes les plus répugnantes de la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon fut celle concernant les travailleurs immigrés : lois, décrets et circulaires en cascade durcissant les conditions de naturalisation, du regroupement familial, le droit d'asile, expulsion de dizaines de milliers de sans-papiers, le record d'une année ayant vocation à être battu l'année suivante ; le tout agrémenté des déclarations grossièrement racistes des Guéant et autres Hortefeux.

Dans le même temps était adopté un impressionnant arsenal de lois contre les libertés ouvrières, d'abord contre le droit de grève au nom du service minimum : des transports en commun aux professeurs d'école, jusqu'aux travailleurs du transport aérien. Et au-delà, contre les libertés démocratiques : inféodation étroite de l'institution judiciaire au pouvoir d'état (à travers par exemple la volonté de supprimer les juges d'instruction), remise en cause de la justice des mineurs, instauration des peines plancher, etc.

Relève de la même logique la loi dite sur la « représentativité syndicale », honteusement soutenue, et même élaborée, par la majorité des appareils syndicaux (ceux de la CGT et de la FSU en particulier). Car non seulement cette loi remet en cause la liberté de constituer une section syndicale (la soumettant à des conditions donnant toute latitude à la répression patronale), mais encore elle permet au patron de faire signer dans l'entreprise un accord dérogatoire aux accords de branche.

Par leur collaboration active à travers le « dialogue social », les directions des syndicats ouvriers (CGT, FO, FSU) portent une responsabilité majeure dans les défaites accumulées : concertation pendant plusieurs mois sur la contre-réforme des

retraites, négociation de toutes les contre-réformes de l'école et, encore récemment, participation au « sommet social » du 18 janvier ouvrant la voie au dernier acte législatif de la majorité UMP instaurant la dite « TVA sociale », une attaque majeure contre la Sécurité sociale.

La « politique extérieure » de Sarkozy est le strict complément de la « politique intérieure » : elle se résume en la défense acharnée de la place économique et politique de l'impérialisme français dans le monde par tous les moyens, y compris celui de l'intervention militaire en Libye, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire et ailleurs.

Tel est le bilan, loin d'être exhaustif, du gouvernement Sarkozy-Fillon.

Sarkozy, candidat pour aller plus loin, frapper plus fort le prolétariat

Sarkozy s'est déclaré candidat à sa propre succession. Il bénéficie du soutien officiel de toute la réaction en Europe, de Merkel à Cameron en passant par Monti et Rajoy. Le terrain sur lequel il fait campagne indique assez son objectif : tenter de rassembler le ban et l'arrière-ban de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie réactionnaire contre le prolétariat, ses acquis et ses organisations. En s'en prenant violemment aux « corps intermédiaires » (et il cite explicitement les partis et les syndicats), il se présente comme le candidat du « peuple » contre les « élites ». Certes, c'est grotesque : le président du *Fouquet's* et du yacht de Bolloré comme candidat du « peuple », on peut trouver mieux ! Mais ces déclarations ont pour but d'avoir recours au référendum visant à soumettre les immigrés à une législation d'exception ou à liquider le droit des chômeurs. Il indique ainsi la volonté de Sarkozy de retourner aux sources de la V^e République et aux procédés du bonapartisme pour mater le prolétariat.

Chacune de ses déclarations indique cette volonté : violente attaque contre les statuts, contre les chômeurs assimilés à des « assistés », proposition d'augmenter la charge de travail des enseignants de 40%, etc. Chaque jour de campagne est l'occasion d'une nouvelle trouvaille.

Du coup, voilà Marine Le Pen et son Front National promus au rôle de boîte à idées du candidat Sarkozy ; celui-ci empruntant sans vergogne à celle-là ses thèmes de campagne. A vrai dire, le candidat Sarkozy ne se distingue du FN que sur la question de la défense de l'euro et de la présence dans l'UE, à propos de laquelle Sarkozy ne fait que reprendre à son compte la position majoritaire de la bourgeoisie française et du MEDEF.

Quant à Bayrou, son programme ne se distingue en rien sur les questions essentielles de celui de Sarkozy dont il a soutenu pendant 5 ans les principales décisions (contre-réforme des retraites, suppressions de postes dans la Fonction publique, etc.).

Une angoissante question pour les travailleurs et la jeunesse : comment échapper à l'avenir de misère et de barbarie que promettent les développements de la crise du mode de production capitaliste ?

Dans ces conditions, l'aspiration de millions de travailleurs et de jeunes à se débarrasser de Sarkozy, à défaire les candidats des partis bourgeois est immense. Mais ces élections ont lieu dans un contexte bien particulier : depuis 2008, la crise du capitalisme fait dans le monde entier et en France en particulier des ravages, avec notamment le développement endémique du chômage et de la précarité, la diminution brutale du pouvoir d'achat, la remise en cause d'acquis arrachés il y a plus d'un demi-siècle en matière de santé et de sécurité sociale, de retraite, d'éducation, etc. Les travailleurs à juste titre redoutent que leur avenir ne ressemble à celui des travailleurs grecs – dont les revenus ont été divisés par deux en quatre ans. La jeunesse craint que son avenir ne ressemble à celui des Grecs ou des Espagnols dont un jeune sur deux est au chômage. On leur présente de toute part la crise comme une « crise de la dette » qu'il leur reviendrait de payer.

Mais outre le fait que la « crise de la dette » est largement le produit des cadeaux fait par milliards aux banquiers et capitalistes – en 2008, mais qui continuent aujourd'hui –, on leur masque que cette crise n'est que la partie visible d'une crise plus profonde : la crise de surproduction inhérente au mode de production capitaliste. C'est pour conjurer cette crise, repousser les échéances que le capitalisme a eu recours pendant des décennies au crédit – crédit aux Etats, aux capitalistes, aux travailleurs eux-mêmes. C'est grâce au crédit que les grandes banques – par des procédés relevant le plus souvent du gangstérisme – ont accumulé des profits fabuleux que la spéculation semblait pouvoir miraculeusement multiplier à l'infini. Mais c'est aujourd'hui l'incapacité des Etats comme des particuliers à rembourser qui précipite la crise bancaire, et au-delà, la crise du système capitaliste dans son ensemble. Les conséquences catastrophiques de la crise en cours ne peuvent donc être stoppées qu'en en finissant avec le système capitaliste lui-même, un système où la production est tout entière subordonnée au profit maximum de la bourgeoisie au détriment de la satisfaction des besoins du plus grand nombre.

Le programme de Hollande, dont le PS a fait son candidat, est entièrement subordonné aux exigences du capital financier

Les travailleurs, pour se débarrasser de Sarkozy, pour battre les candidats des partis bourgeois, ne peuvent que se tourner vers les candidats des partis issus du mouvement ouvrier, parmi lesquels Hollande, candidat présenté par le PS. Mais qu'en est-il du programme de ce dernier ? Il a mis au centre le « remboursement de la dette », capital et intérêts. Rappelons que le coût annuel des seuls intérêts équivaut au montant de la collecte de l'impôt sur le revenu ! Autrement dit, Hollande se prononce pour le remboursement rubis sur ongles aux banquiers d'une dette largement causée par les cadeaux sous toutes les formes – renflouement ou subventions directes, cadeaux fiscaux de toutes sortes, innombrables exonérations de

cotisations sociales – aux capitalistes et aux banquiers eux-mêmes. A partir de là, le programme de Hollande ne peut être rien d'autre que la continuation des mêmes attaques contre le prolétariat. En proposant de « constitutionnaliser le dialogue social », il indique vouloir le faire avec une collaboration approfondie avec les directions syndicales – qui ont déjà montré avec Sarkozy-Fillon leurs dispositions à cet égard.

Il promet d'ailleurs de conserver une large partie de l'arsenal des mesures réactionnaires du gouvernement Sarkozy-Fillon parmi lesquelles la LRU, la législation anti-grève, l'essentiel de la contre-réforme des retraites – sauf pour ceux qui ont travaillé dès 18 ans et sans interruption. Il promet « *une lutte implacable contre l'immigration clandestine* », indiquant par là que la chasse aux sans-papiers va continuer. Quant aux mesures par lesquelles il prétend se distinguer de Sarkozy, il faut y regarder de plus près. Par exemple, les 60 000 postes d'enseignants promis sur cinq ans seront obtenus par redéploiement dans la Fonction publique elle-même – c'est-à-dire par la suppression de postes dans d'autres secteurs de la Fonction publique –, si ce n'est par redéploiement dans l'Enseignement lui-même. Du reste, la direction du PS n'a-t-elle pas à de multiples occasions affirmé sa solidarité avec la politique des PS espagnols, portugais, grecs lesquels, à la tête des gouvernements de leurs pays, ont mené les plus violentes offensives anti-ouvrières ? En Grèce, le parti socialiste est dans le même gouvernement qu'un parti d'extrême droite fascisant sans que cela n'émeuve en quoi que ce soit les dirigeants du PS en France. On le voit, le capital financier – même si son candidat demeure Sarkozy - n'a rien à craindre du programme de Hollande qui lui donne au contraire toute garantie.

La reprise par Mélenchon de certaines revendications ouvrières : un couteau sans lame

Mais, dira-t-on, il existe aussi la candidature de Mélenchon, présentée par le Front de Gauche dont la composante principale est le PCF. Elle est présentée couramment comme une candidature de combat contre le capital financier. Sans aucun doute, nombre de travailleurs peuvent considérer avec sympathie le fait que Mélenchon ait inscrit à son programme la retraite à taux plein à 60 ans, le SMIC à 1700 euros, la titularisation de tous les précaires de la Fonction publique, l'arrêt des suppressions de postes dans la Fonction publique, etc.

Mais comment de telles revendications peuvent-elles être satisfaites dans le cadre du capitalisme ? Car du point de vue de l'économie capitaliste, la satisfaction de telles revendications aurait immédiatement pour effet, par le renchérissement des coûts de production, de mettre les entreprises capitalistes françaises hors d'état d'affronter la féroce concurrence mondiale. Ce dont on ne doit certes pas conclure qu'il faut renoncer à ces revendications, mais d'affirmer, au contraire de Mélenchon, que leur satisfaction suppose de s'en prendre réellement au capital, de s'engager résolument sur la voie de son expropriation pour aller vers le socialisme.

Or il n'est point question de cela dans le programme de Mélenchon. Il n'y est même pas question de dénoncer la dette, dont il propose au contraire qu'elle soit remboursée grâce à des prêts... de la BCE directement aux Etats à taux faibles ou nuls. Mais qui peut croire que la BCE, institution fondée par et pour le capital financier, va se métamorphoser en institution au service des peuples ?

En réalité, aucune des revendications ouvrières énoncées par Mélenchon ne peut être satisfaite sans nationaliser les banques et tout le système du crédit. Or, de cela, il n'est nullement question dans le programme de Mélenchon qui propose un « pôle bancaire public » avec différents organismes bancaires (CDC, La Poste, etc.)... « *dans le respect de leur statut* » – c'est-à-dire d'organismes visant à faire du profit !

Non seulement, il n'est nullement question de s'en prendre aux capitalistes, mais Mélenchon n'hésite pas à se présenter comme le meilleur défenseur de « notre » industrie, à se féliciter par exemple du projet d'achat par l'Inde des *Rafale* de Dassault. Il propose la modulation des cotisations patronales selon la « politique de l'emploi » de l'entreprise, accepte donc la diminution des cotisations sociales, c'est-à-dire celle du salaire dans certaines entreprises. Quant aux travailleurs licenciés par suite de la fermeture de leur entreprise, ils leur proposent... de racheter l'entreprise et de créer une coopérative ouvrière. Mais dans le cadre de la concurrence capitaliste, la « coopérative ouvrière » n'a jamais abouti à rien d'autre qu'à la décision prise par les ouvriers eux-mêmes de réduire leur salaire, de licencier une partie d'entre eux pour obéir à l'impératif de compétitivité.

Il faut ajouter : Mélenchon n'a jamais manqué une occasion de s'aligner sur la politique des appareils syndicaux dont l'orientation a pavé le chemin des contre-réformes de Sarkozy.

Pour toutes ces raisons, le programme de Mélenchon est une pure et simple mystification qui ne diffère pas fondamentalement de celui de Hollande.

Quelques éléments de ce que serait le programme d'un candidat révolutionnaire

Notre Groupe est bien loin d'avoir les forces de présenter un candidat à ces élections. Si c'était le cas, il n'hésiterait pas à se saisir de la tribune que représentent ces élections pour développer à grande échelle ses propositions de défense du prolétariat et de la jeunesse.

A ce titre, il inviterait les travailleurs à exiger des dirigeants des organisations du mouvement ouvrier, en premier lieu des syndicats, qu'ils rompent le « dialogue social » avec la bourgeoisie et à réaliser le Front Unique, en particulier sur les objectifs suivants :

- Dénonciation immédiate de la dette dans son intégralité.
- Rupture avec l'Union européenne et dénonciation de tous ses traités successifs, en particulier du dernier en date : le « *traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union européenne* ».
- Abrogation de toutes les contre-réformes du gouvernement Sarkozy-Fillon.
- Contre le chômage, échelle mobile des heures de travail (c'est-à-dire partage du travail entre toutes les mains disponibles) sans diminution de salaire.
- Contre la vie chère, augmentation générale des salaires, échelle mobile des salaires (c'est-à-dire augmentation automatique des salaires selon la hausse des prix, appréciée par les organisations ouvrières).
- Défense de la Sécurité sociale fondée sur le salaire différé, paiement immédiat des dettes patronales et de l'Etat, arrêt des exonérations de toutes sortes qui grèvent son budget.
- Droit à la Santé, nationalisation sous contrôle des travailleurs du système de santé et des trusts pharmaceutiques.
- Droit à l'Instruction, aux études. Créations de postes nécessaires. Une seule école : l'école publique. Séparation effective de l'Eglise et de l'Etat. Aucun financement sous quelque forme que ce soit des cultes.

Il se prononcerait pour la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier, s'engageant sur la voie révolutionnaire de l'expropriation du capital et en particulier :

- La nationalisation immédiate des banques sans indemnité ni rachat. Contrôle ouvrier sur les comptes bancaires et les mouvements de capitaux.
- La nationalisation sans indemnité ni rachat des grandes entreprises capitalistes de production et d'échange permettant d'établir un véritable plan de production en fonction des besoins des larges masses.

De telles tâches ne peuvent être réalisées en laissant intacts l'appareil de l'Etat bourgeois et ses corps de répression. Le gouvernement ouvrier s'engagerait résolument sur la voie de leur démantèlement.

Ajoutons que la réalisation d'un tel programme ne peut s'accomplir dans un pays isolé. Elle pose immédiatement au-delà de la France le combat pour en finir avec l'Union européenne et pour les Etats Unis Socialistes d'Europe.

Quel vote émettre ?

Mais, répétons-le. Aucun candidat ne se présente sur de tels objectifs, pas même les candidats dits « d'extrême gauche » (LO et NPA).

Dans ces conditions, les travailleurs n'ont d'autre choix que de voter, au premier tour, pour défaire les candidats des partis bourgeois, pour les candidats des partis issus du mouvement ouvrier. Ceux-ci sont au nombre de deux : Hollande, présenté par le PS ; et Mélenchon, présenté par le Front de Gauche, conglomérat qui, outre le PCF, comprend le « Parti de Gauche », scission du PS, et la « Gauche Unitaire », scission de l'ex-LCR. A ces deux candidatures, on peut ajouter celle de LO et celle du NPA. On ne peut pas, par contre, y ajouter la candidate d'« Europe Ecologie Les Verts », candidate d'un mouvement étranger au mouvement ouvrier.

Au second tour, ils devront voter pour le candidat du parti du mouvement ouvrier resté en lice, s'il en demeure un.

Peut-être qu'à cet appel à voter on objectera : comment pouvez-vous appeler pour des candidats dont vous dénoncez le programme comme programme de défense du capital ? N'y a-t-il pas contradiction ?

A vrai dire, cette « contradiction » n'est pas celle de notre Groupe. Elle est celle avec laquelle doivent faire des millions de travailleurs de ce pays. Ils veulent en finir avec Sarkozy, écarter Le Pen et Bayrou. Et pour cela, en l'absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire, ils n'ont d'autre choix que de se saisir sur le terrain de ces élections du bulletin de vote Hollande et Mélenchon quels que soient leurs doutes, voire leurs désaccords avec leur programme. Car ils savent ce qu'aurait d'accablant une victoire de Sarkozy auquel s'ouvrirait un boulevard pour poursuivre à coups redoublés contre le prolétariat. A l'inverse, sa défaite, la défaite du candidat de toute la réaction en Europe de Merkel à Cameron, serait une défaite de la bourgeoisie, créant d'autres conditions, plus favorables pour combattre les plans de cette dernière, quel que soit gouvernement qui tenterait de les mettre en œuvre. Tel est le sens de la prise de position du Groupe regroupé autour du bulletin « **Combattre Pour le Socialisme** » : une position inséparable du combat pour la construction d'un Parti ouvrier révolutionnaire, et à l'échelle internationale, d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire.

Le 10 mars 2012